

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 17 janvier 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "accordant un pécule de vacances et un pécule de vacances complémentaire aux pensionnés des services publics", a donné le 4 mars 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 17 januari 1992 door de Minister van Pensioenen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende toekenning van een vakantiegeld en van een aanvullende toeslag bij het vakantiegeld aan de gepensioneerden van de openbare diensten", heeft op 4 maart 1992 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. L'alinéa 3, qui vise l'avis de l'inspecteur des Finances, peut être omis, puisque l'accord du Ministre du Budget est visé au préambule.

2. L'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, doit être complété par la mention de la date à laquelle le Ministre du Budget a donné son avis, soit le 27 septembre 1991.

3. L'alinéa 5 doit être omis.

4. A l'alinéa 6, devenant l'alinéa 4, il y a lieu de mentionner la date du protocole, soit le 15 octobre 1991.

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. A la fin de la phrase introductive, mieux vaut écrire "les conditions suivantes".

2. La règle contenue à l'article 12 du projet trouverait mieux sa place dans l'article 1er, 2°, a.

.../...

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte suivant est proposé :

"a) avoir atteint l'âge de 45 ans, à moins de justifier d'une incapacité permanente de 66 p. c. au moins ou d'avoir un enfant à charge, au sens des articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 29 janvier 1985 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du livre Ier de la loi du 15 mai 1984;".

Le texte néerlandais de l'article 1er, 1°, c, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'article 1er, 3°, a, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 2.

Paragraphe 2.

1. La phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. Le montant fixé au paragraphe 1er est porté à 7.294 francs pour les personnes mariées qui sont titulaires d'une pension de retraite et dont le conjoint remplit les conditions suivantes :".

.../...

2. La subdivision en tirets doit être remplacée par une subdivision en 1°, 2° et 3°.

3. Le texte français sous les deuxième et troisième tirets, devenant 2° et 3°, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"2° ne pas bénéficier d'une indemnité d'incapacité primaire ou d'invalidité, d'une allocation de chômage ou d'interruption de carrière, accordées en vertu d'une législation belge, ou d'avantages de même nature ... (la suite comme au deuxième tiret);

3° ne pas bénéficier d'une pension ou d'une rente de retraite ou de survie ou de tout avantage en tenant lieu, octroyé en vertu ... droit international public, ou bénéficier de tels revenus à concurrence d'un montant mensuel global inférieur à 1.971 francs".

Article 3.

Aux termes de l'article,

"Le pécule complémentaire au pécule de vacances, prévu à l'article 68 de la loi du 5 août 1978 précitée, est accordé aux personnes qui pour le mois de mai de l'année pour laquelle ce pécule complémentaire est dû, ont droit à un pécule de vacances et bénéficient effectivement d'un supplément par application des articles 28 ou 32 de la loi du 15 mai 1984 précitée".

.../...

Comme le souligne le rapport au Roi précédant l'arrêté en projet, "l'octroi du pécule de vacances devien-
dra (ainsi) à partir du 1er janvier 1992 dans tous les cas
une condition nécessaire à l'octroi du pécule com-
plémentaire".

La légalité de cette condition, qui constitue une
innovation par rapport à l'article 2 de l'arrêté royal du
12 juillet 1979 portant exécution des articles 55, 60 et 68
de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgé-
taires, doit s'apprécier au regard de l'article 68 de la loi
précitée, qui dispose comme suit :

"Le pécule complémentaire au pécule de vacances,
prévu à l'article 22bis, § 1er, de l'arrêté royal n° 50
du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et
de survie des travailleurs salariés, est accordé aux
personnes visées à l'article 54, § 2, qui bénéficient
effectivement du montant minimum de pension prévu par
les articles 28 et 32 de la loi du 15 mai 1984 portant
mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

Le Roi prend les mesures nécessaires à l'exécution
du présent article".

Selon le commentaire que donna de cette disposi-
tion l'exposé des motifs du projet devenu la loi du 5 août
1978, il appartiendrait au Roi de fixer "les modalités
pratiques de réalisation de (l') extension" aux pensionnés
du secteur public, du bénéfice du pécule complémentaire au
pécule de vacances accordé aux bénéficiaires d'une pension
de travailleur salarié (1).

(1) Pasinomie, 1978, p. 1428.

Si l'article 68 de la loi du 5 août 1978 prévoit l'octroi d'un pécule "complémentaire", cette disposition n'énonce cependant qu'une condition explicite d'attribution de cet avantage dans le chef des bénéficiaires : la jouissance effective d'un montant minimum de pension, tel qu'il est prévu par la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

La condition d'âge introduite par le projet de façon indirecte, par le jeu de la référence au pécule de vacances - qui n'est accordé au titulaire d'une pension de conjoint survivant qu'à partir de son quarante-cinquième anniversaire, sauf exceptions, en vertu de l'article 1er, 2°, a, de l'arrêté en projet -, dépasse ce qui relève des "modalités pratiques" d'exécution de l'article 68 de la loi du 5 août 1978.

Dès lors, la condition d'âge est dépourvue de fondement légal.

L'article 3 doit être revu à cet égard.

Article 6.

Mieux vaut écrire "Le montant global du pécule de vacances et du pécule complémentaire est limité au montant mensuel de la pension" au lieu de "... doit être limité à la mensualité de pension".

.../...

Article 7.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Il est proposé de scinder l'article en deux alinéas, dont le premier se terminerait par les mots "qui y donne droit" et dont le second serait rédigé comme suit :

"Cette charge est répartie conformément à l'article 13 de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, lorsqu'il a été fait application de cette loi pour la fixation du taux de la pension qui donne droit à un pécule".

.../...

Article 10.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 11.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Si le pécule de vacances ou le pécule complémentaire n'a pu être payé au bénéficiaire en raison de son décès, il est payé au conjoint survivant ... (la suite comme au projet)".

Article 12.

Il est fait référence à l'observation faite à propos de l'article 1er, 2°, a.

Article 14.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 15.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé aux règles normales d'entrée en vigueur des dispositions législatives ou réglementaires.

AANHEF.

1. Het derde lid, waarin wordt verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën, mag vervallen aangezien in de aanhef wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting.

2. Het vierde lid, dat het derde lid wordt, moet worden aangevuld met de vermelding van de datum waarop de Minister van Begroting zijn advies heeft gegeven, te weten 27 september 1991.

3. Het vijfde lid moet vervallen.

4. In het zesde lid, dat het vierde lid wordt, dient de datum van het protocol te worden vermeld, namelijk 15 oktober 1991.

BEPALEND GEDEELTE.Artikel 1.

1. Aan het slot van de inleidende volzin zou het beter zijn te schrijven : "de volgende voorwaarden".

2. De regel die vervat is in artikel 12 van het ontwerp zou beter in artikel 1, 2°, a, staan.

In overeenstemming met de gemachtigde ambtenaar wordt de volgende tekst voorgesteld :

"a) de leeftijd van 45 jaar hebben bereikt tenzij men doet blijken van een blijvende ongeschiktheid van ten minste 66 pct. of tenzij men een kind ten laste heeft in de zin van de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 29 januari 1985 tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van sommige bepalingen van boek I van de wet van 15 mei 1984;".

In artikel 1, 1°, c, vervange men de woorden "één of meerdere" door de woorden "een of meer", de woorden "om het even welk" door de woorden "onverschillig welk" en het woord "globaal" door het woord "totaal". Dezelfde opmerking geldt voor de bepaling in artikel 1, 2°, d.

In artikel 1, 3°, a, schrijve men "met toepassing van" in plaats van "in toepassing van".

Artikel 2.

Paragraaf 2.

1. Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"§ 2. Het in paragraaf 1 vastgestelde bedrag wordt op 7.294 frank gebracht voor gehuwde personen die een

.../...

rustpensioen genieten en wier echtgenoot de volgende voorwaarden vervult :".

2. De onderverdeling met streepjes moet worden vervangen door een onderverdeling met 1°, 2° en 3°.

3. Het zou beter zijn de tekst van de bepalingen onder het tweede en het derde streepje, die 2° en 3° worden, als volgt te stellen :

"2° geen uitkering wegens primaire ongeschiktheid of invaliditeit, wegens werkloosheid of loopbaanonderbreking genieten, toegekend krachtens een Belgische wetgeving, of geen voordelen van dezelfde aard, ... (voorts zoals onder het tweede streepje);

3° geen rust- of overlevingspensioen of ouderdoms- of overlevingsrente dan wel enig als zodanig geldend voordeel genieten, toegekend krachtens ... internationaal publiek recht, of zulk een inkomen genieten ten belope van een totaal maandbedrag van minder dan 1.971 frank".

Artikel 3.

Het artikel luidt als volgt :

.../...

"De aanvullende toeslag bij het vakantiegeld voorzien in artikel 68 van de voormelde wet van 5 augustus 1978, wordt toegekend aan de personen die voor de maand mei van het jaar waarvoor deze aanvullende toeslag verschuldigd is, recht hebben op een vakantiegeld en daadwerkelijk een supplement genieten bij toepassing van de artikelen 28 of 32 van de voormelde wet van 15 mei 1984".

Zoals in het verslag aan de Koning dat aan het ontworpen besluit voorafgaat, uitdrukkelijk wordt gesteld "zal vanaf 1 januari 1992 de toekenning van het vakantiegeld in alle gevallen (aldus) een noodzakelijke voorwaarde vormen voor de toekenning van de aanvullende toeslag".

De wettigheid van die voorwaarde, die een nieuwigheid vormt ten opzichte van artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 juli 1979 tot uitvoering van de artikelen 55, 60 en 68 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, moet worden beoordeeld uit het oogpunt van artikel 68 van de voormelde wet, dat als volgt luidt :

"De aanvullende toeslag bij het vakantiegeld voorzien bij artikel 22bis, § 1, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers wordt toegekend aan de bij artikel 54, § 2, bedoelde personen die daadwerkelijk genieten van het minimumpensioenbedrag voorzien in de artikelen 28 en 32 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

De Koning treft alle maatregelen die nodig zijn voor de toepassing van het huidig artikel".

.../...

Volgens de commentaar bij die bepaling in de memorie van toelichting van het ontwerp dat de wet van 5 augustus 1978 is geworden, zou het aan de Koning zijn om "de praktische modaliteiten (te bepalen) voor de verwezenlijking van (de) uitbreiding" tot de gepensioneerden van de openbare sector van het voordeel van de aanvullende toeslag bij het vakantiegeld zoals het aan de rechthebbenden op een werknemerspensioen wordt toegekend (1).

Ofschoon artikel 68 van de wet van 5 augustus 1978 voorziet in de toekenning van een "aanvullende" toeslag, wordt in die bepaling evenwel slechts een uitdrukkelijke voorwaarde gesteld voor het verlenen van dat voordeel wat de begunstigten betreft : daadwerkelijk een minimumpensioenbedrag genieten, zoals dat is bepaald in de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

De leeftijdsvoorwaarde, die door het ontwerp indirect wordt ingevoerd door te verwijzen naar het vakantiegeld - dat aan de gerechtigde op een pensioen van langstlevende echtgenoot, behoudens uitzonderingen, krachtens artikel 1, 2°, a, van het ontworpen besluit, pas wordt toegekend vanaf diens vijfenveertigste verjaardag - valt buiten hetgeen behoort tot de "praktische modaliteiten" voor de uitvoering van artikel 68 van de wet van 5 augustus 1978.

De leeftijdsvoorwaarde heeft bijgevolg geen enkele rechtsgrond.

(1) Gedr. St. Kamer, 1977-1978, 450/1.

Artikel 3 moet in dat opzicht worden herzien.

Artikel 6.

Het zou beter zijn te schrijven "Het totale bedrag van het vakantiegeld en van de aanvullende toeslag wordt beperkt tot het maandelijks pensioenbedrag" in plaats van "... dient beperkt te worden tot het maandbedrag van het pensioen".

Artikel 7.

Men schrijve "met toepassing van" in plaats van "bij toepassing van".

Artikel 8.

In het eerste lid schrijve men "bedoeld in" in plaats van "bedoeld bij".

In het derde lid schrijve men "vanwege" in plaats van "omwille van".

Artikel 9.

Voorgesteld wordt het artikel te splitsen in twee leden, waarvan het eerste zou eindigen met de woorden "dat

.../...

er recht op geeft" en waarvan het tweede als volgt zou zijn gesteld :

"Die last wordt verdeeld overeenkomstig artikel 13 van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, wanneer het bedrag van het pensioen dat recht geeft op vakantiegeld is vastgesteld met toepassing van die wet".

Artikel 10.

Men vervange het woord "evenals" door het woord "alook" en het woord "voorzien" door het woord "bepaald".

Artikel 11.

Het artikel zou beter als volgt worden gesteld :

"Indien het vakantiegeld of de aanvullende toeslag niet is kunnen worden uitbetaald aan de rechthebbende wegens diens overlijden, wordt het voordeel in kwestie uitbetaald aan de langstlevende echtgenoot ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 12.

Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt in verband met artikel 1, 2°, a.

Artikel 14.

Men schrijve "Opgeheven worden :" in plaats van "Worden opgeheven :".

Artikel 15.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de normale regels van inwerkingtreding van de wets- en verordeningsbepalingen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.